



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n° 11 : Respect des normes de sécurité des aliments :
Implications pour les exportations agricoles ACP

11 mai 2009 – 13h00-18h30

Commission européenne, Bâtiment A. Borschette,

Rue Froissart, 36 - 1040 Bruxelles, Salle 1D

<http://brusselsbriefings.net/>

Contexte

Le commerce international de produits alimentaires de haute valeur s'est largement développé ces dernières décennies et les exportations des pays en développement (PED) sont passées de produits traditionnels tels que le café, le thé, le sucre et le tabac, à des produits frais (viande, poisson) potentiellement concurrentiels sur des marchés hautement profitables. Le commerce de ces produits est cependant gouverné par un arsenal grandissant de normes de sécurité alimentaire. Ces normes et réglementations techniques ont été élaborées pour faire face aux divers risques et revêtent une importance clé dans la promotion de la croissance économique et la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs. Le renforcement des normes SPS par l'OMC et les marchés internationaux peut constituer une menace pour les opportunités commerciales des pays à faibles revenus qui ne disposent pas des capacités administratives, techniques et institutionnelles leur permettant de faire face à des conditions plus strictes. Les pays développés peuvent aussi utiliser les normes SPS pour faire entrave au commerce en les appliquant de façon discriminatoire. De plus, un nombre croissant de codes de pratiques d'entreprises et de protocoles industriels vont au-delà de la gestion de la qualité et de la sécurité afin d'inclure des normes environnementales et sociales¹.

Prolifération de normes : contraintes ou opportunités d'accès au marché

Les normes publiques et privées de sécurité des aliments ont proliféré ces dernières années et il existe actuellement des différences significatives dans l'application et l'exécution des normes, ainsi que dans les sanctions pour infraction. Alors que les normes prolifèrent et se diversifient, l'harmonisation ne semble pas au rendez-vous², ce qui pose problème aux fournisseurs ACP cherchant à pénétrer de nouveaux marchés ou à s'épanouir sur les marchés existants de produits agricoles et alimentaires périssables dans les pays industrialisés. La communauté internationale de développement craint de plus en plus que les normes entravent les progrès compétitifs de certains pays en créant des obstacles insurmontables aux nouveaux venus dans le commerce alimentaire à haute valeur³. Pour d'autres en revanche, les normes émergentes peuvent constituer des opportunités dont certains PED pourraient tirer parti.

Normes privées : alignées sur les obligations OMC/SPS ?

En plus de l'OMC et des organes normatifs explicitement mentionnés dans l'Accord SPS⁴, une série de normes privées principalement basées sur des systèmes de qualité ont été mises au point afin de répondre aux besoins des acteurs commerciaux (en particulier des supermarchés) et des consommateurs, et tendre à une approche de marketing non scientifique du risque zéro pas toujours conforme aux dispositions de l'Accord SPS. Aux yeux de certains, la conformité de ces normes privées avec les critères de l'Accord SPS n'est pas avérée et ces normes ne répondent pas aux obligations SPS. Par conséquent, il y a lieu de considérer que les normes sanitaires et phyto-sanitaires privées constituent des restrictions injustifiées au commerce. L'application de normes privées introduit de nouvelles mesures sanitaires (ou plus strictes), par rapport à celles appliquées par l'Autorité compétente selon les recommandations des organes normalisateurs internationaux compétents (OIE, Codex et CIPV). Les normes privées peuvent ou non être

¹ Banque mondiale, *Food Safety and Agricultural Health Standards: Challenges and Opportunities for Developing Country Exports*, 2005, <http://siteresources.worldbank.org/EXTBNPP/Resources/TF051844RegionGlobalstandardschallengessynthesisreport.pdf>

² Des entreprises ont organisé une action collective afin de formuler et d'appliquer des protocoles conjoints ou communs à l'industrie incarnant les principes de base des BPA, des BPF et de HACCP. Citons comme exemple d'initiative de production primaire le développement du protocole EUREPGAP pour les fruits et les légumes frais, ainsi que des efforts plus récents de développement de protocoles de ce type pour les fleurs, le café et l'aquaculture.

³ Banque mondiale, *Food Safety and Agricultural Health Standards*, cit.

⁴ Le CODEX Alimentarius Commission (CAC), la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), et l'Office international des épizooties (OIE, aussi appelé Organisation mondiale de la santé animale).

appliquées de manière cohérente aux marchandises nationales et importées ou à tous les exportateurs, entraînant des discriminations de certains produits ou pays. Par ailleurs, ces normes privées sont essentiellement des transactions privées, principalement entre fournisseurs et détaillants, et ne peuvent pas être appliquées ou gérées de façon transparente. Les gouvernements ne sont pas tenus et sont parfois empêchés (en raison de spécifications confidentielles ou contractuelles commerciales) d'informer les partenaires commerciaux ou de leur permettre de réagir sur les normes privées, y compris celles qui touchent aux risques sanitaires⁵.

Évaluation des coûts et des bénéfices du respect de ces normes

La prolifération normative dans le secteur privé a créé un environnement complexe et changeant que les fournisseurs des PED doivent comprendre, auquel ils doivent s'ajuster et qu'ils doivent même anticiper. Les coûts du respect de la mise en œuvre des accords TBT et SPS peuvent représenter une année entière d'aide au développement dans certains pays moins développés⁶. Les fournisseurs sont confrontés à des normes internationales, nationales et privées divergentes : plus les chaînes de production et les pays qu'ils fournissent sont nombreux, plus le contexte est complexe. Il leur est extrêmement difficile de rester informés des règles et des conditions de certains marchés et chaînes de production et de les comprendre. Ils ont donc besoin d'intégrer les coûts des normes dans le calcul des coûts et des avantages de leur participation à différents segments de marché. Dans certains cas, il peut être possible de fournir le marché intérieur, régional ou un segment de marché de pays industrialisés dont les normes sont moins contraignantes ou de disposer de plus de temps pour appliquer certaines mesures. L'énorme besoin d'information sur les réglementations et les conditions peut être réduit pour tous les acteurs via une action collective, dans le secteur privé ou via des partenariats public-privé.

Influencer les normes de marché et renforcer les normes nationales

De nombreux pays ACP sont incapables de participer efficacement à la normalisation internationale (Codex, OIE et IPPC) et ont besoin d'une aide technique et financière pour la mise en conformité aux normes et de certification. Cette participation des PED se fait à présent plus pressante, certains de ces organes ayant été reconnus par les accords OMC. Les coûts fixes élevés de création et de maintien d'infrastructures de certification sont particulièrement onéreux et, pour certains pays, la seule solution durable est une coopération régionale plus large. Afin d'avoir un meilleur accès aux marchés d'exportation, les PED peuvent influencer les normes internationales et utiliser à leur avantage les règles de l'Accord OMC sur l'application des mesures SPS. Une première étape consiste à renforcer les normes nationales via un travail de collaboration et de partenariat. Les parties prenantes commerciales des pays ACP peuvent compléter les efforts gouvernementaux, en créant des normes volontaires aidant les industries nationales et en nouant des partenariats avec des importateurs. Le soutien des donateurs pourrait renforcer la coordination et la complémentarité dans l'intérêt du secteur public et privé des pays ACP.

Objectifs du briefing

Afin d'améliorer le partage d'information et de promouvoir le réseautage, plusieurs partenaires, CTA, la DG Développement de la CE, la Présidence de l'UE, le Secrétariat ACP, Euforic, Concord et IPS, organisent des briefings bimensuels sur des questions et des défis clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP. Le Briefing du 11 mai 2009 portera sur le «Le respect des normes de sécurité des aliments : Implications pour les exportations agricoles ACP » et visera : (i) la sensibilisation aux défis existants et émergents; (ii) l'échange d'information et le partage d'expertise ; (iii) le débat contradictoire.

Groupe cible

Plus de 100 décideurs ACP-EU, représentants des États membres de l'UE, société civile, chercheurs, secteur privé et acteurs de terrain, organisations internationales.

Résultats

Tous les documents sont en ligne à : <http://bruxellesbriefings.net/>. Des rapports sont disponibles après la réunion. Des articles d'IPS Europe, partenaire de cet événement, sont largement distribués.

⁵ OMC, *Considerations relevant to private standards in the fields of animal health, food safety and animal welfare*, doc. G/SPS/GEN/822, 25 février 2008

⁶ DFID, *Standards as Barriers to Trade: Issues for Development*, Note de briefing, 2001,

www.tcd.ie/iis/policycoherence/index.php/iis/content/download/370/1443/file/DFID_Standards_as_Barriers_to_Trade.pdf



Briefing n° 11 : Respect des normes de sécurité des aliments : Implications pour les exportations agricoles ACP

11 mai 2009 – 13h00-18h30

Commission européenne, Bâtiment A. Borschette,

Rue Froissart, 36 - 1040 Bruxelles, Salle 1D

<http://brusselsbriefings.net/>

Programme

13h00-14h30 Inscription et déjeuner

14h30-14h45 Remarques introductives : CE, PIP, CTA

14h45-16h15 **Panel 1 – Respect des normes de sécurité alimentaire et défis pour les pays ACP**

Ce panel examinera les principales normes et réglementations techniques dans le secteur agroalimentaire et la question de leur prolifération. L'imposition de normes de plus en plus strictes peut constituer un obstacle pour les producteurs et les importateurs des pays ACP et est parfois perçue comme protectionniste. À quel degré de complexité sont confrontés les fournisseurs ACP du fait du renforcement des normes SPS privées et publiques ? Quelle est leur importance relative par rapport à d'autres facteurs affectant la compétitivité ? Quelle est la nature et l'importance des coûts et bénéfices liés au respect des normes ?

Intervenants:

- Les normes de sécurité des aliments: défis et opportunités pour les exportations ACP
Andrew Graffham, Natural Resources Institute, Royaume-Uni
- Les normes requises pour l'accès au marché de l'UE
Jacky Le Gosles, Conseiller, Direction Générale D, DG Santé et Consommateurs, CE
- Normes privées et Accord OMC/SPS : défis pour les pays ACP
Robson de Moura Fernandes, Expert économiste, Division Agriculture et Produits de Base, OMC
- Les implications du respect des normes sanitaires pour les producteurs et exportateurs ACP
Morag Webb, Experte en Politiques, COLEACP PIP
- Tendances des normes de sécurité des aliments en Europe
Steve Homer, Manager, BIOS partners, Royaume Uni

16h15-16h30 Pause café

16h30-18h30 **Panel 2 – Leçons du terrain et défis en matière de normalisation et conformité**

Les pays ACP sont confrontés à un certain nombre de problèmes dont il faudra tenir compte à l'avenir dans l'agenda des négociations internationales sur les normes et les réglementations. De nombreux pays ACP sont incapables de participer efficacement à la normalisation internationale et nécessitent une aide technique et financière afin de mettre en œuvre des accords et un soutien pour leur mise en conformité et la certification. Quelles leçons pouvons-nous tirer des programmes de développement des capacités SPS en matière commerciale afin de mieux les adapter aux besoins du secteur privé et public ACP ?

Intervenants:

- Développement des capacités SPS dans le domaine commercial : Intégration régionale et harmonisation des cadres SPS, leçons apprises et implications futures
Michael Scannell, Conseiller, Direction Générale D, DG Santé et Consommateurs, CE
- Expériences du secteur privé:
 - o Renforcement des normes nationales et régionales pour améliorer la compétitivité ACP : rôle du secteur privé, *Dr Stephen Mbithi Mwikya, FPEAK, Kenya*
 - o L'expérience de la perche du Nil dans le Lac Victoria, *Philip Borel, Greenfields Uganda Ltd*
- Perspectives d'implication des pays ACP dans la normalisation
Dr Medhat El Helepi, coordinateur du programme PAN SPSO financé par la CE, UA/IBAR
- Défis posés par la mise en conformité d'infrastructures
Mr. Steffen Kaeser, Expert en développement industriel, Unité de conformité en infrastructure, Département du renforcement de capacités commerciales, ONUDI

Conclusions